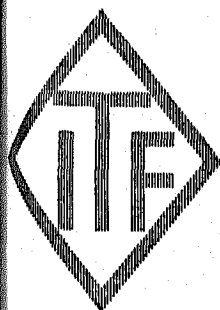


# FASCISME

lère Année  
N° 1.

Amsterdam, le 2 mai 1936.

NOTES ET DOCUMENTS RELATIFS A LA SITUATION DE LA CLASSE  
OUVRIERE SOUS LA DICTATURE FASCISTE.



Les Etats-Unis n'en sont pas. (I.T.F.) En 1932, les organisations participant au 1er Congrès mondial des Loisirs ouvriers avaient décidé que le 2ème Congrès aurait lieu en Allemagne. Depuis 1933 il n'y a plus toutefois en Allemagne d'organisations libres d'éducation ouvrière. Les Nazis ont chargé la Société récréative "Kraft durch Freude" (La force par la joie) du Front allemand du travail de faire les préparatifs pour la tenue du Congrès.

Ils tendent avant tout par ces assises--dont la direction a été confiée à un ancien chef des Nazis autrichiens Rentmeister-- à préparer le terrain pour une propagande antisindicaliste au-delà des frontières du Troisième Reich et démontrer aux ouvriers allemands en signalant la participation d'organisations étrangères, que l'étranger reconnaît le Front du travail comme représentant des travailleurs allemands. Lorsque toutefois la Fédération syndicale internationale eut renseigné toutes les organisations ouvrières affiliées et toutes les organisations sympathisantes sur le caractère véritable du Congrès, et les eut invitées à le saboter, la propagande nazie répliqua en publiant des chants de louanges de la part de sous-secrétaires d'Etat portugais et de l'Américain Kirby. Or, les déclarations portugaises n'étaient pas prises au sérieux car tout le monde sait que le Portugal est un Etat fasciste où il n'existe pas d'organisations ouvrières libres. M. Kirby toutefois, est le vice-président de l'importante National Recreation Association des Etats-Unis. La Fédération internationale des Transports s'adressa par conséquent à la Chest for Relief and Liberation of Workers of Europe (une caisse de secours créée par les organisations ouvrières des Etats-Unis au profit des travailleurs européens opprimés) la priant de lui dire si c'était à juste titre que les Nazis annonçaient que l'importante association américaine participerait à leur congrès. Or, le président de ladite Caisse de secours qui est en même temps vice-président de la Fédération américaine du Travail, apprit du Président de la National Recreation Association que les Nazis avaient une fois de plus fait du bluff. Ladite Association en effet n'a aucune intention de participer au Congrès en Allemagne. "Les personnes qui se rendraient des Etats-Unis au deuxième Congrès international des Loisirs ouvriers, y participeront à titre purement individuel et non pas comme représentants de la National Recreation Association".

Un nouvel assassinat. (I.T.F.) Ces dernières semaines la Gestapo qui relève du Führer et Chancelier Hitler a de nouveau arrêté des milliers d'ouvriers. Quelques centaines ont été relâchés, la majorité se trouve encore en prison; le sort d'autres est inconnu et la Gestapo tâche d'amener les prisonniers, en les torturant, à faire des communications au sujet de relations clandestines; elle ne recule devant aucune cruauté, même pas devant le meurtre pour atteindre son but.

A Cologne, Ernst Jülich, secrétaire jusqu'en 1933 du Syndicat libre des ouvriers métallurgistes a été cherché par la Gestapo dans les usines Ford où il avait trouvé du travail comme ouvrier. On voulait le forcer à parler. Comme il refusait obstinément de trahir quoi que ce soit, les bourreaux de Hitler l'ont tué à coups de matraque ainsi que d'innombrables honnêtes gens dont les noms sont inconnus.

Le meurtre de Husemann--récit de témoins oculaires. (I.T.F.) Le 13 avril 1935, il y a eu un an que Fritz Husemann qui avait été pendant 22 ans président de la Fédération des mineurs allemands et pendant de longues années dirigeant de l'Internationale des mineurs, avait été tué par les Nazis. Le fils de Husemann qui habite aux Etats-Unis avait immédiatement porté plainte auprès du tribunal de Bochum pour meurtre. On lui a simplement répondu que sa plainte avait été transférée au tribunal d'Osnabrück dont elle devait relever. Jusqu'ici les meurtriers n'ont pas été inquiétés le moins du monde. Néanmoins le récit qu'on va lire de témoins oculaires--que nous ne pouvons publier qu'aujourd'hui sans compromettre nos informateurs-- indique qu'il aurait été aisé d'appréhender les coupables et leurs mandants, si ce n'était que ces mandants occupent des fonctions parmi les plus élevées du Troisième Reich.

Le 12 avril 1935, Husemann était transporté, avec trois autres dans une voiture cellulaire pouvant contenir 4 prisonniers, à Papenburg. En cours de route, 4 nouveaux prisonniers étaient forcés à monter; à Munster, trois autres encore furent contraints à subir le même sort. Pour pouvoir fermer la porte, les deux gardiens durent la pousser de toutes leurs forces. On transporta les prisonniers debout sans aucune place pour se mouvoir. A l'arrivée à Papenburg, le convoi de 67 hommes fut obligé à monter dans des autos cellulaires. Les gardiens étaient équipés de revolvers automatiques dont ils poussaient les prisonniers en les frappant de préférence dans les reins. On les entassa avec brutalité, après quoi le bas des portes fut fermé. On leur donna l'ordre de se croiser les bras sur la tête, on soulignant que chaque tentative de résistance signifiait la mort. Durant le transport au camp de Esterwege, 37 coups de feu avaient été tirés au-dessus des têtes de ceux qui, épuisés, avaient baissé les bras.

Arrivés au camp, l'ordre fut donné de descendre. Husemann qui avait 62 ans et qui était à bout de forces, étant asmathique, fut littéralement jeté hors de la voiture à coups de pieds par le Sturmführer Lorentz de Dortmund. Les prisonniers devaient s'aligner devant le commandant qui leur fit un petit discours pour leur dire qu'ils arrivaient au bon moment pour voir comment on faisait chez lui. Un jeune ouvrier de Oberhausen avait en effet été condamné à 25 coups de fouet. On l'attacha par les jambes à une espèce de table et on lui passa une courroie sous les bras. Le commandant du camp "Hauptsturmbannführer" Schmitz demanda des volontaires. Cinq SS s'empressèrent pour pouvoir administrer les coups. On commanda à la victime de compter elle-même les coups. S'il ne comptait pas assez fort, on continuait de le battre jusqu'à ce qu'il compte selon le désir de ses bourreaux. En tout il eut 33 coups. Le méfait dont il s'était rendu coupable était d'avoir volé 5 pommes de terre parce qu'il avait faim.

Les nouveaux venus, après avoir assisté à ce spectacle, furent conduits dans le baraquement 4 A. Deux heures plus tard déjà, on les obligea à aller et venir au pas de course sur une distance de 200 mètres en poussant des brouettes. Ce premier après-midi déjà Husemann s'effondra à deux reprises. On dû le faire revenir à lui avec des seaux d'eau. Le lendemain la chose se répéta trois fois. L'après-midi de ce jour, Husemann à qui l'on avait donné, comme punition, une brouette en fer particulièrement lourde, se trouvait épuisé à environ 30 mètres de la limite jusqu'où pouvaient aller les prisonniers, lorsque soudainement le Sturmführer Lorentz donna l'ordre: "laisser la brouette, en avant au pas de course!" Husemann avait à peine dépassé d'un mètre la limite, que des coups de feu partirent.

Il tomba à la renverse, roula sur lui-même quelques fois en gémissant; il avait été atteint par 5 balles dans l'estomac. Le commandant Schmitz et le Sturmbannführer Gebhardt accoururent, le couvrant d'injures. Husemann supplia qu'on lui donne le coup de grâce. Comme réponse le Sturmbannführer lui cracha à la figure. Pendant deux heures entières on le laissa à cette même place... Ici s'arrête le récit des témoins oculaires.

On communiqua à la femme de Husemann que son mari avait été tué lors d'une "tentative de fuite"

Ce qu'on pense réellement en Italie. (I.T.F.) Au début d'avril, Giovanni Giglio qui avait vécu pendant 17 ans à Rome comme correspondant du journal travailliste anglais, le "Daily Herald", fut expulsé par les fascistes. Une fois passé les frontières, il put librement parler de la situation en Italie. Voici ce qu'il écrit dans le "Daily Herald" (N° du 14 avril 1936): "Pendant les derniers mois chaque mot que j'ai prononcé au téléphone a été capté par le service secret d'espionnage. Chaque télégramme que j'ai envoyé a été examiné soigneusement toutes les fois que j'essayais de faire connaître hors d'Italie l'état réel des choses. Mon courrier était soumis à la censure. Dernièrement, l'Ovra (la police secrète) m'avait entouré d'un réseau d'espions et de provocateurs. La vie était devenue intolérable. La guerre d'Abyssinie n'est pas populaire en Italie. Les Italiens dans l'ensemble, sont fatigués, mécontents, hostiles au régime qui les a jetés dans une guerre qu'ils ne voulaient pas. Ils voient que la guerre conduit rapidement le pays à la ruine. Ils se rendent compte qu'en dernière analyse, en cas de victoire comme en cas de de-sastre, le pays se trouvera complètement appauvri, et que durant les vingt années à venir, le commerce italien d'exportation restera insignifiant. Mais personne n'ose exprimer son opinion, sauf dans l'intimité et, même dans ce cas, en termes voilés.

Le parti fasciste est bien organisé. Aussitôt qu'on apprend que tel ou tel se plaint, les complications commencent. On le convoque à la section locale du parti, où, après un court interrogatoire, on lui dit la sentence; généralement c'est la déportation. Le fait de dire que Mussolini est fou est un crime qui comporte le renvoi immédiat devant le tribunal spécial, d'où dix ans de réclusion.

J'ai connu des cas de femmes qui, pour se débarrasser de leurs maris, les ont accusés auprès de la police d'avoir insulté le Duce.

Partout en Italie, l'on se montre convaincu que Mussolini a fait la guerre par peur de l'aggravation rapide de la situation économique. Même ceux qui approuvèrent d'abord la guerre se rendent compte que même si toute l'Abyssinie devait être conquise, il n'y aurait pas d'argent pour en exploiter les ressources hypothétiques.

Quand la guerre se terminera, l'Italie se trouvera dans une situation plus pénible qu'auparavant.

Les prix des produits alimentaires montent chaque jour. La ménagère dans les grandes villes constate presque chaque matin quelque augmentation. L'huile, le sucre, le café, le beurre, le jambon, le poisson et même les fruits frais et les légumes, coûtent presque le double d'il y a quatre mois....

Les récentes victoires de Badoglio et l'impuissance de la S.d.N. d'appliquer les sanctions sur le pétrole ont toutefois réconcilié un certain nombre de jeunes gens avec la guerre.

La légende d'un Duce "Invincible" capable de défier la S.d.N. et le "puissant Empire britannique", est entièrement fondée sur la faillite de la S.d.N. impuissante à imposer les sanctions sur le pétrole.

Lorsque pour la première fois on parla dans la presse de sanctions sur le pétrole, l'effet sur le moral fasciste fut terrible. Chacun comprit que l'armée italienne de 300.000 hommes en Abyssinie aurait été obligée de suspendre les hostilités dans l'espace de quelques mois.

Comme toujours, Mussolini joua son rôle habituel, c'est-à-dire bluffa. Le résultat fut que les sanctions sur le pétrole furent encore renvoyées, tandis que Mussolini remplissait tous les dépôts imaginables de pétrole. Le peuple italien avec la vision claire de l'avenir économique qui l'attend, est indifférent au résultat de la guerre. Il sait qu'avec n'importe quel résultat il aura à reconstruire au prix de longues années de sacrifices, la structure économique et financière du pays.

Dantzig déporte des travailleurs. (I.T.F.) Dans l'Etat libre de Danzig où règnent les Nazis, 80% des ouvriers du bâtiment sont sans travail. Le Sénat a de l'argent pour les cérémonies fastueuses mais non pas pour procurer du travail aux chômeurs. Il lui suffit de pouvoir biffer les ouvriers en chômage de la statistique des bureaux de placement. De même que l'année passée, on a supprimé l'allocation de chômage à tous les ouvriers du bâtiment en leur disant qu'ils pouvaient trouver du travail dans le Troisième Reich. Suivant la législation dantzikoise, un travail déterminé doit être offert dans un pareil cas à un chômeur qui doit avoir la possibilité de se renseigner d'avance sur les conditions qu'on lui fera. Le Sénat dantzikois cependant exige de tous les chômeurs qu'il a privés de leur secours qu'ils acceptent du travail à n'importe quel endroit du Troisième Reich et il les laisse dans l'ignorance quant à leurs conditions de travail. C'est aux autorités allemandes qu'il confie le soin de décider où l'ouvrier du bâtiment en provenance de Dantzig sera employé, dans les constructions civiles ou bien --sous la loi militaire!-- dans des travaux de fortification ou de construction d'aérodromes. Ceux qu'on envoie ainsi dans le Troisième Reich doivent s'engager par écrit à ne pas rentrer dans leur patrie à moins de déclaration écrite d'un bureau de placement allemand qu'il ne peut plus leur procurer de travail; à défaut de pareille déclaration ils sont obligés de rester, même sans travail dans le Troisième Reich. Un retour à Dantzig est aussi rendu difficile à ceux qui trouvent du travail. La feuille, que les chômeurs doivent signer, contient la phrase suivante: " Je m'engage à faire suivre ma famille aussitôt que j'aurai trouvé une demeure". Il ne s'agit donc pas d'un simple placement de travailleurs en chômage, mais d'une réelle mesure de déportation.

L'amour chrétien du prochain. (I.T.F.) Les maires et conseillers municipaux nommés par la dictature chrétienne d'Autriche ont décidé l'introduction d'une série de nouveaux impôts qui frappent surtout les ouvriers et les sans-travail. Le Landtag de la province de Styrie a introduit une taxe sur les bicyclettes et a exclu de manière expresse l'exonération des chômeurs de cette taxe. La ville de Salzburg a introduit un impôt sur la viande de 6%. Le Conseil municipal de la localité industrielle de Mödling a introduit une taxe sur les habitations qui fait monter presque au double le loyer moyen d'un logement ouvrier. La ville de Vienne n'a pas seulement augmenté à nouveau ( depuis le premier janvier) les loyers, ainsi que les sommes à payer pour l'eau et la voirie, mais elle vient encore d'augmenter le prix du gaz pour les petits consommateurs. Le tarif normal du gaz qui était jusqu'à présent de 23 groschen par mètre cube a été diminué à 21 1/2 groschen, mais en même temps le tarif des petits consommateurs a été relevé de sorte que les travailleurs qui jusqu'à présent devaient payer 20 groschen comme étant "consommateurs de 10 m<sup>3</sup>" doivent payer maintenant le prix normal et supporter ainsi une partie de l'allègement consenti aux grands consommateurs.

Une autonomie qui n'en est pas. (I.T.F.) Le ministre autrichien de la Prévoyance sociale a approuvé ( le 25 mars) une modification aux statuts de la Commission syndicale fasciste à la suite de laquelle les attributions du Commissaire désigné par la dictature sont resserrées. C'est là cependant un geste sans signification car le Commissaire du gouvernement reste auprès de la Chambre du Travail en pleine possession de tous ses droits. Or la Chambre du Travail est au fond le siège de l'activité de la Commission syndicale et rien ne peut s'y passer sans l'approbation du Commissaire. On a aussi aboli quelques dispositions suivant lesquelles les décisions de la Commission syndicale avaient dans tous les cas besoin de l'approbation du ministre. Le ministre peut toutefois comme auparavant destituer de leurs fonctions les principaux permanents du syndicat unique et exercer ainsi de l'influence sur tous les détails de sa gestion. La prétendue "autonomie" n'est donc qu'un geste vide. Il n'y a qu'une véritable autonomie: celle de permanents librement élus et indépendants n'ayant à rendre de comptes qu'aux ouvriers et employés qui les ont choisis.

Le ministre avait promis lors de son entrée en fonctions de libres élections syndicales. Il a oublié sa promesse.

Les femmes doivent faire des obus. (I.T.F.) Au fond, les femmes doivent rester chez elles selon les conceptions nazies. Toutefois "l'emploi de femmes en cas de nécessité passagère dans l'éventualité d'une guerre moderne ne peut être utile que s'il ne réclame pas de longues périodes de préparation. La dernière guerre déjà a donné lieu à une

occupation de femmes dépassant les chiffres de la dernière année de paix dans une mesure de 35% dans l'industrie métallurgique, de 75% dans l'industrie chimique de plus de 100% dans le bâtiment et jusqu'à 200% dans l'industrie textile! Ces indications suffiront pour souligner la gravité du problème". (D'un article du capitaine Zinnemann dans le "Deutscher Volkswirt", du 3 avril 1936).

Le Troisième Reich s'est déjà mis à raccourcir la "période de préparation". Tous les hommes et femmes qui pendant la guerre de 1914 ont tourné des obus sont inscrits dans des listes. Pour autant qu'ils se trouvent au service de la Reichsbahn, leurs noms ont dû être communiqués sans délai aux directions régionales.

Les bénéficiaires et ... le programme. (I.T.F.) Nous réclamons l'abolition complète de tous les bénéfices de guerre"--ainsi déclarait (au point 12) le programme du parti nazi et il ajoutait (point 13): "Nous exigeons l'étatisation de toutes les entreprises déjà transformées en des trusts". Le parti concluait: "Ce programme est immuable," mais le général d'état-major Thomas, chef de la Défense économique au ministère de la Guerre publiait, le 9 avril, dans le "Deutscher Volkswirt" une déclaration dans laquelle repousse catégoriquement toute étatisation de l'industrie des armements et va jusqu'à affirmer qu'en Allemagne "on ne songe pas à l'étatisation". L'industrie des armements n'est pas étatisée, les bénéfices ne sont pas supprimés. Le patronat s'est délibérément débarrassé du programme "immuable" de Hitler.

La faiblesse des Etats "forts". (I.T.F.) Les dictateurs aiment se faire passer pour chefs d'Etat forts. Des semblants d'élections aboutissant à des majorités de 100% si possible, doivent servir à proclamer l'unité de la Nation. En réalité cependant, les dictateurs se sentent peu sûrs. Ils ont opprimé les groupements légaux des travailleurs mais les relations clandestines continuent à leur inspirer des craintes. Ils ne peuvent se fier aux masses que par une surveillance rigoureuse. En Allemagne par exemple, il est interdit aux soldats de devenir membres pendant la durée de leur service militaire actif ne fût-ce que d'un club de fumeurs ou d'une société récréative quelconque, sans la permission de leurs supérieurs. Le ministère de la Guerre a peur de l'activité illégale: "Ce qui est présenté au simple soldat comme un club de fumeurs, une société de lotterie ou d'agrément, n'est souvent pas autre chose qu'un groupement adroitement camouflé d'éléments hostiles à l'Etat". (le Conseiller militaire Dr. Wagner dans la "Juridische Wochenschrift" du 14 mars 1936).

De qui Hitler reçoit-il de l'argent? (I.T.F.) Depuis sa fondation le parti national-socialiste dont Hitler est le chef, a en grande partie payé sa propagande avec les sommes mises à sa disposition par les industriels et banquiers. Or, depuis l'avènement du Troisième Reich, le parti hitlérien non content de piller les caisses publiques et d'encaisser les cotisations imposées aux travailleurs, continue à se laisser financer par les industriels. Si toutefois au début du régime nazi, les industriels payaient en secret cet argent de corruption, le parti encaisse à présent ouvertement "l'Obole Adolf Hitler de l'industrie allemande" et Hitler remit en signe de reconnaissance à l'industriel Kirdorf, par l'intermédiaire de qui avaient passé jusqu'en 1933 les subventions de la part des industriels de la Ruhr au parti nazi, la plus haute distinction du parti: l'insigne en or. Malgré tout cela, les Nazis aiment se présenter comme politiciens "incorruptibles".

Le ministre de l'Economie nationale le Dr. Schacht, agacé par cet encensement mutuel des dignitaires corrompus, a profité d'une occasion propice pour leur dire quelques vérités, à la barbe de la censure. L'industriel Kirdorf a eu récemment 90 ans. Hitler a fait à cette occasion (le 8 avril) une visite à son protecteur. Le Dr. Schacht s'est donc risqué à écrire pour une biographie du vieil industriel, une préface dans laquelle il s'étonne de ce qu'on reproche aux "chefs de l'économie.... l'amour et l'égoïsme" alors que "le politicien qui vit des bénéfices de l'économie est considéré comme un idéaliste" (Emil Kirdorf, der Mann und sein Werk, National-Verlag, Essen).

Cette allusion très claire a indigné l'organe des S.S. Il n'ose pas aller jusqu'à contester que "de sales billets ont passé une année après l'autre des caisses de certains consortiums dans les poches de pique-assiette politiques" mais il ajoute que présentement les nationaux-socialistes considèrent "les sous du peuple"

comme une "solde d'honneur" et que les politiciens du Troisième Reich n'ont pas conséquent "pas besoin de se faire graisser la patte" (Das Schwarze Korps, 23 avril 1936).

Le Dr. Schacht toutefois, sait aussi bien que n'importe quel industriel, que les Nazis continueront à se laisser corrompre.

Salaires contractuels...sur le papier. (I.T.F.) L'Office de statistiques du Reich public (dans le deuxième volume de mars de "Wirtschaft und Statistik") une enquête concernant les revenus moyens des maçons en septembre 1935 dans les 14 districts des Commissaires au Travail. Cette enquête a intentionnellement été menée de sorte à ne pas permettre de comparaisons avec des chiffres antérieurs. Elle permet néanmoins de vérifier pour cinq districts jusqu'à quel point les taux de salaire sur lesquels se base la statistique officielle-- qui, chose incompréhensible, continue à être reproduite sans aucune réserve par le B.I.T. et par plusieurs périodiques sérieux-- sont véritablement payés. Dans quatre des cinq districts-- Prusse orientale, Bavière, Hessen et Saxe--on payait, selon les constatations mêmes de l'enquête jusqu'à 5% au-dessous des taux contractuels. En Pomméranie ces taux sont dépassés mais il s'agit là de conditions spéciales, en raison de travaux spéciaux pour la construction de fortifications et d'aérodromes souterrains. Pour toute l'Allemagne l'enquête accuse pour les maçons un revenu horaire moyen brut (y compris les suppléments!) de 79,1 pfennigs, soit inférieur de 2 1/2% au taux officiel contractuel.

Une nouvelle confirmation des réductions. (I.T.F.) Une fois de plus des autorités allemandes ont dû reconnaître que l'affirmation avancée par la propagande nazie que le Troisième Reich ne tolère pas de réductions des salaires, est un leurre. L'Office de Statistique publique (dans Wirtschaft und Statistik N° 7) les résultats d'une enquête officielle sur les salaires dans l'industrie textile allemande. Une comparaison avec les résultats des enquêtes de septembre 1930 et 1933 confirme à nouveau que dans le Troisième Reich, les salaires continuent à baisser. Le salaire horaire brut s'élevait, aux taux suivants:

	en septembre 1933	en décembre 1935
Pour les ouvriers spécialisés	73,3 Pfg.	69,0 Pfg.
" " manoeuvres (hommes)	56,8 "	53,3 "
" " ouvrières spécialisées	53,8 "	48,7 "
" " manoeuvres (femmes)	41,3 "	37,7 "

Le revenu brut hebdomadaire avait, en décembre 1935 baissé dans une mesure bien plus forte à la suite du chômage partiel "renforcé" dû à la pénurie de matières premières et la baisse du pouvoir d'achat des masses. Il s'élevait, aux taux suivants:

	en sept. 1930	en sept. 1933	en sept. 1935
Pour les fileurs: 40,36	tisseurs: 40,79 RM.	30,28 RM.	27,31 RM.
" " manoeuvres (hommes)	32,21	" 26,83 "	22,97 "
" " fileuses: 25,50	tisseuses: 29,52	" 23,54 "	19,56 "
" " manoeuvres (femmes)	21,41	" 18,81 "	15,62 "

Les revenus nets se trouvaient en décembre 1935 (selon la grandeur de la famille de l'ouvrier) de 20 à 25% au-dessous des revenus bruts.

De septembre 1933 à décembre 1935 le pouvoir d'achat du mark à baissé, à la suite de la hausse incessante du coût de la vie, de 15% environ. Les revenus hebdomadaires bruts ont donc baissé en réalité pour les ouvriers du textile de respectivement 23 et 27%, pour les ouvrières de 29 et 34%. Le cours des actions des entreprises du textile monta dans la même période de 29%.

De 100.000 à 30.000 (I.T.F.) Le Front dantziçois du travail a fait faire cette année 30.000 insignes en vue du 1er mai. L'année dernière le nombre des insignes fabriqués avait encore été de 100.000.

## LES OUVRIERS DU TRANSPORT SOUS LE FASCISME.

Après trois ans. (I.T.F.) Pendant les trois années qui se sont écoulées depuis l'anéantissement des syndicats libres, les Nazis n'ont pas réussi à gagner pour leurs conceptions les ouvriers, employés et fonctionnaires. La direction générale de la Reichsbahn vient d'inviter dans une ordonnance de service du 15 avril tous les chefs de service à "s'assurer que leurs subalternes sont sans réserves partisans de l'Etat national-socialiste". 36 mois n'ont pas suffi pour s'en "assurer".

Tentatives d'intimidation. (I.T.F.) Les dictateurs chrétiens d'Autriche tentent une fois de plus de briser par la terreur et l'intimidation, la résistance croissante des cheminots. Les "représentants populaires" désignés par la dictature ont décidé le 2 avril à "l'Assemblée fédérale" que les dispositions sur la mise à la retraite forcée des cheminots, abrogées le 31 décembre 1935, seraient de nouveau remises en vigueur. Tous les "éléments chez les lesquels on ne peut pas constater une adhésion sans réserves aux conceptions politiques autrichiennes" devront être écartés du service actif. Le président corrompu des chemins de fer fédéraux autrichiens peut de nouveau se livrer à des représailles contre les cheminots qui restent fidèles à leurs principes. Chaque cheminot autrichien peut de nouveau être congédié du service avec perte de tous les droits acquis pour prétendue activité hostile à l'Etat et au gouvernement.

Une atmosphère chargée. (I.T.F.) Les ouvriers des dépôts de marchandises de la Reichsbahn ne se sont pas inclinés devant les mesures de réduction de leurs tarifs aux pièces. Toujours à nouveau ils réclament qu'on leur rende au moins leurs anciennes possibilités de revenus. Dans quelques centres ferroviaires il y eut des frottements. Le président du Conseil de confiance du dépôt de marchandises d'un important centre ferroviaire d'Allemagne centrale a été roué de coups, pendant les heures de service, par plusieurs cheminots. Il est vrai que le Conseil de confiance désigné par le chef du dépôt est absolument innocent dans la baisse des revenus puisqu'il ne dispose d'aucune espèce de droits, mais les ouvriers irrités privés par les Nazis de leurs syndicats et de leurs délégués lui administraient les coups qu'ils ne pouvaient pas donner à ceux qui sont les vrais responsables. L'atmosphère est chargée dans la compagnie des chemins de fer allemands.

Des chiffres éloquentes. (I.T.F.) Les délégués du personnel des chemins de fer autrichiens, démis de leurs fonctions par la dictature chrétienne, ont été remplacés par la "direction corporative" de l'organisation professionnelle du "front patriotique". Après 9 mois d'activité, la direction corporative présente un rapport qui en dit long. "La direction corporative a, suivant le rapport financier, dépensé en 9 mois en indemnités de séjour, jetons de présence, subventions secondaires de leurs membres, la coquette somme de schillings: 16.132,39. Les anciens délégués du personnel avaient pendant les derniers 15 mois de leur activité dépensé en indemnités de séjour et jetons de présence en tout et pour tout sch.: 141,85 qui n'ont été employés que pour les commissions du personnel. La nouvelle direction a dépensé pendant les 9 mois en question sch.: 2.102,60 en fournitures de bureau, les anciens délégués du personnel pendant les 15 mois en tout et pour tout sch.: 185,82.

Compressions dans les coopératives. (I.T.F.) La coopérative de consommation de Salzbourg, mise au pas par la dictature chrétienne, n'occupe plus à présent que 5 ouvriers auxiliaires à la place des 14 qu'elle employait précédemment. Encore ces ouvriers gagnent-ils environ 25% de moins qu'en 1934.

X Comment une pression est exercée sur les retraités. (I.T.F.) Le maire actuel de Vienne a imposé une modification aux statuts de la Caisse des pensions des ouvriers et employés de la ville. Les ouvriers et employés municipaux peuvent à présent être mis à la retraite avant l'âge à n'importe quel moment "lorsqu'un resserrement des services, fût-il provisoire, est pratiqué". Une condamnation par la police pour "activité hostile à l'Etat ou au gouvernement" ou même pour tentative d'amener un autre à pareille activité, constitue à présent un motif suffisant pour retirer la pension. Dorénavant la crainte de la faim poussera les retraités à rester "loyaux".